

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 15 octobre 1973

La séance est ouverte à 2 heures.

[Traduction]

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

### LE RETOUR DU DÉPUTÉ D'OXFORD

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Au moment de reprendre nos travaux et avant d'aborder les affaires courantes, qu'il me soit permis de dire combien nous nous réjouissons tous du retour parmi nous en bonne santé de l'honorable député d'Oxford (M. Nesbitt).

**Des voix:** Bravo!

## AFFAIRES COURANTES

### LES FINANCES

#### DÉCLARATION AU SUJET DE LA RÉUNION DES MINISTRES DU COMMONWEALTH ET DES ASSEMBLÉES DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT ET DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je désire faire une courte déclaration afin d'informer les membres de la Chambre de ce qui s'est passé à la réunion des ministres des Finances du Commonwealth à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, les 19 et 20 septembre, ainsi qu'aux assemblées annuelles de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international qui se sont déroulées à Nairobi, au Kenya, du 24 au 28 septembre.

Aux deux réunions, j'ai fortement insisté sur le besoin d'une meilleure coordination des politiques entre pays afin de contenir l'extension internationale de l'inflation. J'ai souligné l'importance des répercussions internationales de l'inflation intérieure—par exemple, lorsque des achats massifs de matières premières par un pays propagent l'inflation dans un certain nombre d'autres économies ou lorsque des taux d'intérêt élevés chez l'un engendrent des mouvements perturbateurs de capitaux à travers les frontières ainsi que des taux d'intérêt indésirables chez les autres. J'ai fait ressortir la nécessité de renforcer le Fonds afin qu'il puisse montrer la voie dans l'établissement de cette coordination si nécessaire des politiques nationales. Nous avons l'intention de revenir sur cette question au cours des discussions permanentes sur la réforme monétaire.

[Français]

J'ai constaté avec satisfaction que le nouveau directeur général du Fonds monétaire international, monsieur Witteveen, ainsi qu'un certain nombre d'autres participants aux deux conférences ont accordé une très large place, dans leurs interventions, au problème de l'inflation internationale. Les ministres du Commonwealth ont appelé l'attention, en particulier, sur les problèmes découlant du

haut niveau des prix alimentaires et ont invité à ce qu'on étudie d'urgence, au niveau international, la question de l'inflation en vue de prendre des mesures pour la combattre ainsi que ses effets défavorables, notamment pour les pays en voie de développement.

Les réunions de Dar es-Salaam ont été une bonne occasion, pour les ministres des pays du Commonwealth, d'échanger leurs points de vue sur les grandes questions soulevées par la réforme monétaire ainsi que sur la situation économique mondiale actuelle, dans ses incidences tant sur les pays industrialisés que sur les pays en voie de développement. Les ministres ont salué l'accord intervenu à Tokyo la semaine précédente en vue de mettre en route des négociations commerciales de grande envergure; ils ont également souligné l'importance d'une issue satisfaisante de ces négociations et ont exprimé le souhait qu'elles conduisent à une amélioration de la situation commerciale des pays en voie de développement.

Les ministres ont consacré une grande partie de leur temps aux questions liées à l'amélioration des positions relatives des pays les moins développés du Commonwealth. La discussion a notamment porté sur les points renvoyés à l'attention des ministres à l'issue de la réunion d'août dernier des chefs de gouvernement du Commonwealth à Ottawa.

Parmi les principaux points, on a notamment traité du Fonds de coopération technique du Commonwealth. Je suis heureux d'annoncer qu'en qualité de représentant du Canada, j'ai exprimé notre appui au maintien d'accords solides au sein du Commonwealth et j'ai réaffirmé l'engagement, annoncé par le très honorable premier ministre (M. Trudeau) à la Conférence des chefs de gouvernement, d'augmenter sensiblement nos contributions à ce Fonds.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, les pays membres du Commonwealth ont beaucoup discuté de la possibilité d'établir un rapport entre la création de droits de tirage spéciaux et l'assistance au développement, qui ferait partie intégrante du nouveau système monétaire. Nous avons étudié très attentivement le projet de rapport, non seulement à cause de notre intérêt à la réforme monétaire, mais aussi en raison de notre ferme conviction que le financement du développement doit être accru et établi sur des bases saines. Nous craignons qu'un tel rapport puisse nuire à l'acceptation du DTS comme principal avoir du nouveau système. Nous craignons également qu'il n'empêche d'établir et de maintenir, sur la liquidité internationale, le contrôle qui est essentiel au succès de la réforme. De plus, nous ne sommes pas convaincus que ce rapport augmenterait le flux de l'assistance au développement.

Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement considère cette augmentation comme très importante. J'ai exprimé le souhait, à Dar es-Salaam comme à Nairobi, qu'on entreprenne d'autres travaux pour voir s'il est possible de surmonter ces difficultés. Je suis heureux de dire que les ministres des Finances du Commonwealth ont convenu que la prochaine étape devrait consister à étudier des mécanismes précis de «rapport» qui seraient compatibles avec un système monétaire international reposant sur